

**Commission économique pour l'Europe****Comité des forêts et de l'industrie forestière****Soixante-dix-huitième session**

Genève, 4-6 novembre 2020

Point 2 a) de l'ordre du jour provisoire

**Les forêts dans la décennie d'action : Exposé liminaire****Projet de stratégie de restauration des paysages  
et de mise en place d'infrastructures plus écologiques  
dans le Caucase et en Asie centrale****Note du Secrétariat***Résumé*

Le présent document contient le projet de stratégie de restauration des paysages et de mise en place d'infrastructures plus écologiques dans le Caucase et en Asie centrale jusqu'à 2030 (ci-après « la Stratégie »), dont chaque pays aura la maîtrise. Le projet servira de point de départ à l'élaboration de la Stratégie finale et à son adoption par les États du Caucase et de l'Asie centrale. Le Secrétariat a facilité l'élaboration du projet de stratégie destiné à aider chacun des pays du Caucase et d'Asie centrale à atteindre les objectifs liés à la restauration des paysages forestiers.

Le Comité sera invité à :

- a) Adopter la Stratégie de restauration des paysages et de mise en place d'infrastructures plus écologiques dans le Caucase et en Asie centrale ;
- b) Conseiller les pays du Caucase et d'Asie centrale sur l'exécution de la Stratégie ;
- c) Appuyer financièrement les pays du Caucase et d'Asie centrale et les conseiller dans leur recherche de sources de financement aux fins de l'exécution de la Stratégie ;
- d) Demander au Secrétariat de faciliter l'élaboration de plans d'action propres à chaque pays aux fins de l'exécution de la Stratégie, afin de permettre une mobilisation plus efficace des instruments financiers ;
- e) Faire des recommandations en faveur du renforcement de la coopération sous-régionale et de l'élaboration de stratégies similaires dans d'autres sous-régions de la CEE.



## I. Introduction

1. Le Caucase et l'Asie centrale forment une sous-région caractérisée par un climat rude et des écosystèmes fragiles, qui n'a, jusqu'à présent, que peu pris part aux débats mondiaux concernant les changements climatiques alors que leurs effets s'y font pourtant fortement sentir. La sous-région, qui est presque complètement enclavée, améliore rapidement ses infrastructures afin de mieux s'intégrer à l'économie mondiale, mais elle se heurte à plusieurs problèmes environnementaux majeurs.
2. Au cours des siècles, les paysages et les écosystèmes déjà fragiles du Caucase et de l'Asie centrale ont été dégradés par les activités humaines et les changements climatiques : battage inconsidéré, surpâturage, surexploitation et gaspillage des ressources en eau, pratiques agricoles non durables, pollution engendrée, notamment, par l'extraction minière, et tempêtes de poussière, partiellement due à l'aridité du climat. En outre, la désertification, notamment autour du bassin de la mer d'Aral, le rétrécissement des glaciers, la perte des terres et l'érosion menacent les moyens de subsistance et la santé des populations locales<sup>1</sup>. Le développement potentiel des transports et d'autres infrastructures risquent d'accentuer cette tendance, sauf si des mesures préventives sont prises dès les premiers stades.
3. Conjugés aux émissions imputables aux secteurs de l'énergie, à l'industrie et aux transports, certains de ces changements, notamment la perte des terres, la désertification et la dégradation des forêts, ont entraîné une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans la région. Les changements climatiques prévus au niveau régional, qui devraient se traduire par une montée des températures et, dans la partie méridionale de la sous-région, par des précipitations plus faibles, augmenteront la pression sur les écosystèmes forestiers, ce qui rendra les activités de restauration plus difficiles.
4. Sans une action vigoureuse concertée, la situation empirera et la sous-région contribuera à accentuer les changements climatiques au niveau mondial, ce qui finira par rendre les populations rurales plus vulnérables encore. Il faut donc mettre en place sans tarder des mesures ambitieuses en vue d'inverser la tendance observée ces dernières décennies.
5. Toutes les forêts et autres terres boisées de la sous-région sont domaniales et sont gérées par les autorités forestières nationales, qui font appliquer des règles particulières sur les terres concernées.
6. En raison de la nature mondiale et transfrontière des difficultés que rencontre la sous-région et des similitudes entre les problèmes auxquels se heurtent les pays qui la composent, ceux-ci ont décidé de renforcer leur coopération et d'élaborer une stratégie sous-régionale dont ils auraient la maîtrise afin de restaurer les paysages et de mettre en place des infrastructures plus écologiques dans le Caucase et en Asie centrale, de faire cesser les dégradations et d'engager la sous-région sur la voie du développement durable.
7. La restauration des paysages et la mise en place d'infrastructures plus écologiques dans le Caucase et en Asie centrale constituent un processus dynamique qu'il faut régulièrement suivre et ajuster en fonction de l'évolution de la situation. L'exécution de la Stratégie devrait reposer sur des plans d'action propres à chaque pays et faire l'objet d'un suivi et d'un réexamen réguliers.

## II. Aperçu

8. Cette Stratégie sous-régionale, qui est maîtrisée par les pays, volontaire et non contraignante, doit être exécutée conformément aux législations nationales et aux accords internationaux en vigueur. Elle pose un cadre général dans lequel les pays de la sous-région peuvent définir des plans d'action adaptés à leur situation, à leurs particularités et à leurs

<sup>1</sup> ONU.2019. ECE/DP/72 : <https://www.unece.org/fileadmin/DAM/timber/publications/DP-72-flr-cca-en.pdf>.

capacités d'exécution. Elle aidera les pays de la sous-région à mobiliser des fonds nationaux et internationaux au service de la restauration des paysages forestiers (les besoins de financement propres à chaque pays doivent être évalués en tenant compte de sa situation et de ses particularités). La Stratégie est donc un document qui peut être actualisé en fonction de l'évolution des besoins et de la situation.

### **III. Champ d'application**

9. La Stratégie concerne les pays du Caucase et d'Asie centrale suivants : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan. Toutefois, elle pourrait aussi s'appliquer à d'autres pays qui rencontrent des difficultés similaires.

### **IV. Vision**

10. D'ici à 2030, une approche intégrée de la protection, de la gestion et de la restauration des paysages fondée sur le savoir-faire des secteurs concernés, notamment sur l'aménagement du territoire, la gestion des bassins versants et des forêts, l'utilisation rationnelle des terres et la préservation de la diversité biologique, sera mise en œuvre dans le Caucase et en Asie centrale. Le financement de la restauration des paysages forestiers, du boisement et de la mise en œuvre de mesures écologiques sera assuré par le développement d'infrastructures sous-régionales. Grâce aux mesures écologiques qui seront mises en œuvre dans la sous-région, les paysages seront plus durables et plus résistants aux changements climatiques et se caractériseront par une capacité accrue de stockage du carbone et par une réduction des émissions de GES, de la pollution, de l'érosion, des pertes des terres et de la salinisation, ce qui contribuera à améliorer les moyens de subsistance des populations rurales, à rendre l'approvisionnement énergétique en milieu rural et les pratiques de pâturage plus durables et à développer la biodiversité.

### **V. Mission**

11. La mission consiste à garantir la durabilité des sites en restaurant les paysages et en mettant en place des infrastructures plus écologiques, en réalisant des investissements durables, en généralisant les objectifs et les actions nationaux dans le secteur forestier et en renforçant la collaboration dans le Caucase et en Asie centrale.

### **VI. Objectifs et mesures stratégiques**

12. L'objectif stratégique principal est de mettre en place une gestion durable des forêts et des paysages ruraux et de l'améliorer. Cet objectif a été décomposé en quatre objectifs stratégiques fondés sur les difficultés communes aux pays de la sous-région. Les principes écologiques, sociaux et économiques de l'approche paysagère sont pris en considération pour atteindre ces objectifs et mettre en œuvre des mesures axées sur les pays.

#### **A. Objectif stratégique 1 : Protéger ce qui existe**

13. Mettre fin à la déforestation et à la dégradation des forêts en fournissant des sources d'énergie de substitution aux populations rurales, en améliorant les régimes de pâturage, en maîtrisant les incendies de forêt et les parasites forestiers et en renforçant la gestion des forêts, en particulier au niveau local. Rationaliser l'utilisation des ressources en eau, augmenter le stockage du carbone et réduire les émissions de GES imputables à la sylviculture et à d'autres formes d'utilisation des terres en introduisant des pratiques agricoles durables et en développant une gestion durable des forêts.

14. Les principales mesures pourraient notamment être les suivantes :
- Élargir autant que possible l'offre de services et de biens, y compris les services liés aux écosystèmes forestiers, par la mise en œuvre concertée d'une gestion durable des forêts et d'une gestion intégrée des ressources en eau, dans les bassins versants de la sous-région, et notamment dans le bassin fermé de la mer d'Aral, et maîtriser l'aménagement du paysage dans les régions dotées de grands bassins d'eau douce, en tenant compte des changements dimensionnels de l'écotone des bassins d'eau douce ;
  - Renforcer la coopération transfrontière et améliorer les pratiques forestières et agricoles en développant les compétences et les qualifications de la main-d'œuvre ;
  - Associer la population et les autorités locales ainsi que le secteur privé à la gestion des ressources naturelles et renforcer leurs capacités en matière de gestion durable des ressources forestières et hydriques ;
  - Introduire des technologies économes en ressources dans l'agriculture et l'industrie, et créer des dispositifs de stockage de l'eau pour garantir la fiabilité de l'approvisionnement pendant les années sèches, éventuellement en plantant des arbres autour des réservoirs ;
  - Garantir à la population rurale un approvisionnement durable et efficace en énergie, réduisant ainsi la pression sur les ressources forestières ;
  - Protéger les forêts vulnérables, y compris les forêts riveraines.

## **B. Objectif stratégique 2 : Restaurer les paysages endommagés et dégradés**

15. Restaurer les paysages endommagés et dégradés en plantant des arbres et d'autres végétaux, ainsi qu'en contribuant à la régénération naturelle, notamment dans les déserts et les montagnes et le long des vallées fluviales et des corridors de transport. Créer des bandes boisées autour des zones urbaines et des exploitations agricoles. Ces travaux contribueront également à améliorer la protection des sols et la préservation de la biodiversité. Les paysages restaurés devraient tous être durables d'un point de vue économique, social et environnemental et pleinement intégrés dans les stratégies de développement des pays.

16. Les principales mesures pourraient notamment être les suivantes :
- Créer des bandes boisées autour des exploitations agricoles pour améliorer les microclimats et protéger ces exploitations du vent et de la poussière ;
  - Créer une forêt de protection pour prévenir l'érosion des sols, notamment dans les régions montagneuses ;
  - Remettre en état les terres cultivables, les forêts et les pâturages dégradés. Réaliser les travaux de remise en état uniquement avec des espèces locales, en excluant les espèces envahissantes ;
  - Restaurer et gérer durablement les forêts d'arbres à fruits et à noix (pommiers, noyers, pistachiers, etc.) pour améliorer les moyens de subsistance dans les zones rurales, soutenir les exportations, préserver la biodiversité et promouvoir un écotourisme responsable ;
  - Mettre en place un réseau intégré ambitieux, éventuellement transfrontière, de corridors et de réserves écologiques afin d'améliorer la biodiversité et de fournir d'autres services écosystémiques ;
  - Utiliser des arbres et une végétation tolérant le sel et la sécheresse (par exemple le saxaul) pour fixer le sable dans les zones désertiques, y compris la mer d'Aral ;
  - Faciliter la régénération naturelle en plantant des arbres et d'autres types de végétation (notamment dans les zones désertiques et montagneuses) et en gérant les forêts existantes et futures de manière durable.

**C. Objectif stratégique 3 : Veiller à ce que tous les investissements dans les infrastructures répondent aux normes les plus élevées en matière de durabilité et de résilience**

17. Toutes les infrastructures construites doivent respecter les normes reconnues en matière d'atténuation de réduction des émissions de GES, d'adaptation aux changements climatiques, de préservation de la biodiversité, de lutte contre la pollution, de gestion des ressources et d'aménagement intégré du territoire.

18. Les principales mesures pourraient notamment être les suivantes :

- Évaluer l'impact environnemental des projets d'infrastructure et des solutions de substitution dès les premières étapes de la planification ;
- Créer des forêts de protection afin de protéger les infrastructures des transports vulnérables contre les inondations et les glissements de terrain ;
- Élaborer et appliquer des normes de durabilité relatives à la construction et à l'utilisation des infrastructures, à la gestion des forêts et à la gestion intégrée des ressources en eau.

**D. Objectif stratégique 4 : Améliorer la gouvernance et l'accès au financement en mettant en œuvre des approches globales fondées sur les interactions pour exécuter la Stratégie**

19. Il convient d'exécuter la Stratégie en tenant compte de la coopération intersectorielle, de l'approche fondée sur les interactions et du manque de ressources et de capacités. Il faudrait porter toute l'attention voulue à la mobilisation de l'appui politique et financier de partenaires et de projets nationaux, sous-régionaux et internationaux.

20. Les principales mesures pourraient notamment être les suivantes :

- Déterminer ce dont on manque en matière de connaissances, de ressources, de technologie, de politiques et de capacités pour restaurer les paysages et mettre en place des infrastructures plus écologiques dans les pays de la sous-région ;
- Évaluer les priorités nationales et élaborer des plans nationaux visant à restaurer les paysages et mettre en place des infrastructures plus écologiques dans les pays de la sous-région ;
- Améliorer les cadres d'action et les cadres juridiques aux fins d'une gestion durable des ressources naturelles ;
- Réaliser une évaluation de l'impact sur l'environnement dans le cadre des programmes de restauration des paysages et de certains projets locaux ayant des incidences sur les paysages forestiers ;
- Renforcer les capacités dans toutes les zones visées par la Stratégie ;
- Créer des conditions propices aux investissements étrangers ;
- Faire progresser les interactions liées aux forêts, en particulier l'interaction forêt-eau ;
- Suivre et évaluer l'exécution de la Stratégie.

## **VII. Principes directeurs**

**A. Adopter une approche régionale**

21. L'action sera en grande partie menée à l'échelle locale ou au niveau des paysages, mais il importe d'adopter une approche régionale de la Stratégie, car certains des plus grands projets d'infrastructure visent à améliorer la connectivité, présentent un caractère

résolement international et sont susceptibles d'avoir des incidences sur les bassins versants et les écosystèmes au-delà des frontières nationales. Mener des activités ambitieuses, de grande ampleur et bien conçues de restauration du paysage dans la plupart des zones de la sous-région aurait également des conséquences positives pour les pays voisins. L'assèchement de la mer d'Aral est un excellent exemple de problème environnemental majeur dont les causes sont sous-régionales et qui appelle donc des solutions régionales axées sur une approche transfrontière fondée sur les bassins hydrographiques englobant non seulement les deux pays riverains de la mer, mais aussi ceux situés en amont.

## B. S'appuyer sur les engagements et les partenariats existants

22. La Stratégie ne fait pas double emploi avec les processus et les partenariats existants et ne leur fait pas concurrence. Au contraire, elle visera délibérément à harmoniser et à coordonner les travaux de restauration des paysages forestiers dans la sous-région en associant les parties prenantes et les organisations concernées à son exécution, la quelle contribuera aux travaux menés dans le cadre de divers partenariats et à la réalisation des objectifs fixés par les accords internationaux, à savoir : le Programme de développement durable à l'horizon 2030<sup>2</sup>, le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)<sup>3</sup>, le Partenariat mondial pour la restauration des paysages forestiers<sup>4</sup>, le Global Restoration Council<sup>5</sup> (Conseil mondial pour la restauration), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>6</sup> et l'Accord de Paris<sup>7</sup>, le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020<sup>8</sup> et les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique<sup>9</sup>, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification<sup>10</sup>, le projet sur la neutralité en matière de dégradation des terres<sup>11</sup> et le Programme de définition de cibles de neutralité en matière de dégradation des terres<sup>12</sup> et la Convention de Ramsar<sup>13</sup>. En outre, la Stratégie peut aider les pays à respecter les engagements pris dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030)<sup>14</sup>.

23. Il existe de nombreuses initiatives, engagements et partenariats régionaux visant à améliorer l'environnement et les paysages du Caucase et de l'Asie centrale. Pour l'heure, ils n'ont pas permis d'inverser sensiblement les tendances négatives, ce qui s'explique en partie par un manque de financement. On peut citer pour exemples :

- L'initiative régionale «ECCA30»<sup>15</sup>, qui vise à restaurer 30 millions d'hectares de paysages dégradés et déboisés en Europe, dans le Caucase et en Asie centrale d'ici à 2030, conformément au Défi de Bonn, à la Déclaration de New York sur les forêts<sup>16</sup> et à la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes. Cette initiative est gérée conjointement par la Commission économique pour l'Europe (CEE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'Institut des ressources mondiales (WRI) et la Banque mondiale. Son objectif est de faciliter la mobilisation de fonds en vue de mettre en œuvre des activités de restauration dirigées par les pays et de fournir un appui technique tout au long de ce processus ;

<sup>2</sup> <https://www.un.org/sustainabledevelopment/development-agenda/>.

<sup>3</sup> <https://www.un.org/esa/forests/documents/un-strategic-plan-for-forests-2030/index.html>.

<sup>4</sup> <https://www.forestlandscaperestoration.org/>.

<sup>5</sup> <https://www.wri.org/our-work/project/global-restoration-initiative/global-restoration-council>.

<sup>6</sup> <https://unfccc.int/>.

<sup>7</sup> <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-paris-agreement>.

<sup>8</sup> <https://www.cbd.int/conferences/post2020>.

<sup>9</sup> <https://www.cbd.int/sp/targets/>.

<sup>10</sup> <https://www.unccd.int/>.

<sup>11</sup> <https://www.unccd.int/actions/achieving-land-degradation-neutrality>.

<sup>12</sup> <https://www.unccd.int/actions/ldn-target-setting-programme>.

<sup>13</sup> <https://www.ramsar.org/about/the-secretariat>.

<sup>14</sup> <https://www.decadeonrestoration.org/>.

<sup>15</sup> <https://infoflr.org/bonn-challenge/regional-initiatives/ecca30>.

<sup>16</sup> <https://forestdeclaration.org/about>.

- Les engagements nationaux pris dans le cadre du Défi de Bonn<sup>17</sup>. Pendant la table ronde ministérielle sur la restauration des paysages forestiers et le Défi de Bonn dans le Caucase et en Asie centrale, qui s'est tenue à Astana (devenue Nour-Soultan) en juin 2018, six pays (Arménie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan) ont adopté la Résolution d'Astana (annexe 2) et se sont engagés à restaurer plus de 2,6 millions d'hectares de terres dégradées<sup>18</sup>. L'Azerbaïdjan s'est joint à l'action menée dans la sous-région et a fait une promesse de contribution au Défi de Bonn en mai 2019, portant la superficie totale à restaurer à près de 3 millions d'hectares. Toutes les promesses peuvent être renforcées si des fonds supplémentaires sont mis à disposition ;
- Le fonds d'affectation spéciale pluripartenaire pour la sécurité humaine dans la région de la mer d'Aral, placé sous l'égide de l'ONU, sert de plateforme unique visant à rassembler les efforts et les ressources des donateurs internationaux et offre un cadre de réponse intégré pour la région de la mer d'Aral<sup>19</sup>. Il s'attachera à garantir la sécurité environnementale, économique, alimentaire, sociale et sanitaire des populations touchées dans le but de réduire la pauvreté, d'améliorer la résilience et de mettre en œuvre un développement durable dans le cadre de la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement durable.

### C. Évaluer l'impact sur l'environnement

24. Les grands investissements qu'il est actuellement prévu de réaliser dans les infrastructures de la sous-région, y compris la construction de deux corridors relevant de l'initiative « Une Ceinture et une Route »<sup>20</sup> en Asie centrale, pourraient améliorer la prospérité de la sous-région, mais aussi dégrader davantage son environnement et augmenter ses émissions de GES. Il est essentiel de veiller à ce que les investissements de grande ampleur dans les infrastructures (comme les routes, les chemins de fer, les ports, les mines et autres installations) soient fondés sur une évaluation de l'impact sur l'environnement concernant non seulement les zones à proximité immédiate de l'installation, mais également l'ensemble du paysage, y compris, dans de nombreux cas, celui d'autres pays. Les pays de la sous-région ont adhéré à plusieurs accords multilatéraux relatifs à l'environnement, dont la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Convention d'Espoo), et sont donc tenus de consulter les pays et les parties prenantes susceptibles d'être concernés par les investissements dans les infrastructures<sup>21</sup>.

### D. Protéger la biodiversité

25. Dans la sous-région du Caucase et de l'Asie centrale, on trouve un large éventail d'écosystèmes (montagnes, plaines, plaines d'inondation, steppes, zones semi-désertiques et déserts) qui renferment une biodiversité riche qui doit être protégée. Environ 1,8 million d'hectares de forêts, soit 11 % de l'ensemble des forêts du Caucase et d'Asie centrale, bénéficient d'une protection au titre de la préservation de la biodiversité, en vertu de plusieurs régimes juridiques<sup>22</sup>. Tous les pays de la sous-région sont parties à la Convention sur la diversité biologique, raison pour laquelle les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique revêtent une grande importance pour le Caucase et l'Asie centrale. Du fait de la valeur considérable et du caractère unique de la biodiversité de la sous-région, la notion de durabilité doit figurer au cœur des activités menées dans le cadre de l'exécution de la Stratégie.

<sup>17</sup> <https://www.bonnchallenge.org/>.

<sup>18</sup> <https://www.unece.org/index.php?id=47712>.

<sup>19</sup> <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/ARL00>.

<sup>20</sup> <https://www.beltroad-initiative.com/belt-and-road/>.

<sup>21</sup> <https://www.unece.org/env/eia/eia.html>.

<sup>22</sup> ONU. 2019. ECE/TIM/SP/47 : <https://www.unece.org/fileadmin/DAM/timber/publications/sp-47-soccaf-en.pdf>.

## **E. Adopter une approche intersectorielle**

26. Dans la résolution relative à la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030), il est souligné que les forêts, les zones humides, les zones arides et autres écosystèmes naturels sont essentiels au développement durable, à l'atténuation de la pauvreté et à l'amélioration du bien-être de l'être humain. La contribution directe de la Stratégie à la réalisation des objectifs de développement durable est décrite à l'annexe 2. De nombreux problèmes liés à la protection, à la gestion et à la restauration des paysages forestiers, ainsi qu'à la dégradation des terres et à la désertification, exacerbés par les changements climatiques, sont attribués au manque de ressources et de capacités des individus, des institutions et des sociétés, notamment en raison d'un manque de coopération entre les secteurs. Il est indispensable d'aborder les évolutions futures et d'organiser les actions connexes de manière coordonnée, avec la participation des secteurs concernés. L'amélioration de la coopération intersectorielle dans les pays de la sous-région est une condition indispensable à l'exécution de la Stratégie.

## **F. Adopter une approche participative**

27. Tout au long de l'exécution de la Stratégie, il faudra associer les parties prenantes à la prise de décision afin de progresser de façon pérenne, durable et globale. Il est possible d'adopter une approche participative en renforçant les institutions, en accroissant les capacités et en favorisant les partenariats. De nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales sont actives dans le Caucase et en Asie centrale. Il conviendrait donc, à un stade précoce de l'exécution, d'instaurer une communication entre toutes ces organisations. Les plans d'action mis en œuvre dans chaque pays aux fins de l'exécution de la Stratégie devront être élaborés de manière participative, compte tenu de la situation, des paysages et des problèmes locaux.

## **G. Intégrer les questions liées au genre**

28. La Stratégie vise à offrir des chances égales aux femmes et aux hommes dans le contexte des activités liées à la restauration des paysages et à la mise en place d'infrastructures plus écologiques dans le Caucase et en Asie centrale, compte tenu du rôle crucial que les femmes jouent dans la préservation et la restauration des écosystèmes et de la nécessité de les associer pleinement à la prise des décisions y relatives et à leur application à tous les niveaux. Sur le fondement des Lignes directrices pour une restauration des paysages forestiers tenant compte du genre, publiées par l'UICN<sup>23</sup>, plusieurs activités peuvent être menées dans la sous-région : a) effectuer une analyse des questions de genre pour apporter un éclairage sur les rôles des hommes et des femmes ; b) associer les femmes à la prise de décisions relatives à l'écologie ; c) améliorer les droits des femmes à la terre et aux ressources naturelles ; d) établir des partenariats et des alliances avec les réseaux régionaux et nationaux de restauration ; e) élaborer des indicateurs tenant compte des questions de genre et collecter des données ventilées par sexe ; f) élaborer des politiques de gestion des terres et des forêts tenant compte des questions de genre aux niveaux infranational et national ; g) échanger des connaissances sur les questions, les stratégies et les résultats clés en matière de genre entre les différents pays de la région. Il convient d'identifier les inégalités entre les sexes et les préjugés fondés sur le genre et d'y remédier.

<sup>23</sup> <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2017-009-Fr.pdf>.



## VIII. Points à examiner

29. Le Comité sera invité à :

- a) Adopter la Stratégie de restauration des paysages et de mise en place d'infrastructures plus écologiques dans le Caucase et en Asie centrale ;
- b) Conseiller les pays du Caucase et d'Asie centrale sur l'exécution de la Stratégie ;
- c) Appuyer financièrement les pays du Caucase et d'Asie centrale et les conseiller dans leur recherche de sources de financement aux fins de l'exécution de la Stratégie ;
- d) Demander au Secrétariat de faciliter l'élaboration de plans d'action propres à chaque pays aux fins de l'exécution de la Stratégie, afin de permettre une mobilisation plus efficace des instruments financiers ;
- e) Faire des recommandations en faveur du renforcement de la coopération sous-régionale et de l'élaboration de stratégies similaires dans d'autres sous-régions de la CEE.

## Annexe 1

### Résolution d'Astana

1. Les participants à la table ronde ministérielle sur la restauration des paysages forestiers et le Défi de Bonn dans le Caucase et en Asie centrale (table ronde ministérielle) organisée par le Gouvernement kazakh en coopération avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, avec l'appui de l'Union internationale pour la conservation de la nature et du Gouvernement allemand,
2. *Saluant* les efforts faits par les autorités forestières nationales pour accroître la couverture forestière dans le Caucase et en Asie centrale et mettre un terme à la désertification et à la dégradation des sols,
3. *Conscients* que les pays du Caucase et d'Asie centrale se heurtent à des défis similaires et à des problèmes communs liés à la dégradation des sols, à la planification et à la mise en œuvre de la restauration des paysages forestiers, et qu'ils ont la possibilité d'instaurer une coopération régionale et de l'intensifier, ainsi que de renforcer les partenariats afin de trouver les meilleures solutions et de mettre en œuvre des actions en faveur des forêts, de leurs écosystèmes et des personnes qui en dépendent,
4. *Reconnaissant* la contribution majeure de la restauration des paysages forestiers à la mise en œuvre d'actions visant à la réalisation des engagements mondiaux pris par les pays du Caucase et d'Asie centrale dans le cadre des conventions de Rio, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF),
5. *Notant* que la réalisation de l'objectif fixé au titre du Défi de Bonn de restaurer 350 millions d'hectares d'ici à 2030 pourrait générer chaque année au niveau mondial des bénéfices nets d'un montant de 170 milliards de dollars des États-Unis provenant de la protection des bassins hydrographiques, de l'amélioration des rendements des cultures et des produits forestiers, et pourrait permettre de stocker jusqu'à 1,7 gigatonne d'équivalent CO<sub>2</sub> par an,
6. *Soulignant* l'importance du Défi de Bonn, initiative internationale visant à aligner les engagements nationaux quantitatifs en faveur de la restauration des paysages forestiers,
7. *Réaffirmant* nos engagements en faveur de l'objectif mondial, inscrit dans le Défi de Bonn, de restaurer 150 millions d'hectares de terres déboisées et dégradées d'ici à 2020 et 350 millions d'hectares d'ici à 2030, et conformément aux engagements nationaux de la région,

SOMMES CONVENUS de ce qui suit :

8. *Recenser* les sols dégradés dans nos pays respectifs et les restaurer et les boiser d'ici à 2030, en tenant compte des activités menées au niveau national ainsi que des initiatives déjà exposées dans les documents d'orientation pertinents ;
9. *Évaluer* le potentiel national de restauration des paysages forestiers afin de renforcer l'objectif régional souscrit volontairement ;
10. *Renforcer* la coopération régionale en matière de restauration des paysages forestiers par des dialogues sur les politiques à mener, l'élaboration de politiques forestières et la mise en œuvre d'activités de programmation conjointes ;
11. *Demander* aux partenaires de développement, à la Commission économique pour l'Europe, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et à l'Union internationale pour la conservation de la nature, ainsi qu'aux institutions financières internationales et au secteur privé d'appuyer les actions menées et les investissements réalisés aux niveaux national et régional en faveur de la restauration des paysages forestiers et de faciliter l'accès aux investissements externes ;

12. *Coopérer* avec les partenaires intéressés pour élaborer une stratégie de financement des activités de restauration des paysages forestiers et renforcer les capacités nationales afin de mobiliser plus efficacement les instruments financiers existants ;
13. *Évaluer périodiquement* nos activités respectives en nous alignant sur le Baromètre des progrès du Défi de Bonn afin de suivre et de rendre compte, à titre volontaire, des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de restauration des paysages forestiers dans le Caucase et en Asie centrale.

*Adoptée à Astana le 22 juin 2018*

## Annexe 2

### **Stratégie de restauration des paysages et de mise en place d'infrastructures plus écologiques dans le Caucase et en Asie centrale : quelle est la contribution aux objectifs de développement durable ?**

1. La Stratégie décrite dans la présente note contribuerait à la réalisation des objectifs de développement durable suivants (pour une lecture plus facile, le texte a subi de légères modifications, comme la suppression des délais de réalisation des objectifs) :

- 1.1 Éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier ;
- 6.5 Assurer la gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient ;
- 6.6 Protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs ;
- 9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente ;
- 9.4 Moderniser l'infrastructure et adapter les industries afin de les rendre durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement ;
- 9.a Faciliter la mise en place d'une infrastructure durable et résiliente dans les pays en développement en renforçant l'appui financier, technologique et technique apporté aux [...] pays en développement sans littoral ;
- 12.2 Parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles ;
- 13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat ;
- 15.1 Garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux ;
- 15.2 Promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître nettement le boisement et le reboisement au niveau mondial ;
- 15.3 Lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde neutre en matière de dégradation des terres ;
- 15.4 Assurer la préservation des écosystèmes montagneux, notamment de leur biodiversité, afin de mieux tirer parti de leurs bienfaits essentiels pour le développement durable ;
- 15.5 Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction ;
- 15.b Mobiliser d'importantes ressources de toutes provenances et à tous les niveaux pour financer la gestion durable des forêts et inciter les pays en développement à privilégier ce type de gestion, notamment aux fins de la préservation des forêts et du reboisement.